



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.6/1994/NGO/5
7 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
Trente-huitième session
New York, 7-18 mars 1994
Point 5 b) de l'ordre du jour provisoire*

THÈMES PRIORITAIRES : DÉVELOPPEMENT : LES FEMMES EN MILIEU
URBAIN : FACTEURS LIÉS À LA POPULATION, À LA NUTRITION ET À
LA SANTÉ QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LE RÔLE DES FEMMES DANS
LE DÉVELOPPEMENT, Y COMPRIS LA MIGRATION, LA CONSOMMATION
DE DROGUE ET LE SYNDROME D'IMMUNODÉFICIENCE ACQUISE

Déclaration présentée par les organisations ci-après : Conseil international de l'action sociale, Fédération internationale des producteurs agricoles, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) et Zonta International (organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, catégorie I); Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, American Association of Retired Persons, Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est, Association internationale des femmes médecins, Association internationale des juristes démocrates, Association mondiale des guides et des éclaireuses, Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants en Afrique (CI-AF), Conseil international des femmes juives, Conseil national des femmes allemandes – Union fédérale des associations de femmes allemandes et des groupes féminins des diverses associations d'Allemagne, Fédération abolitionniste internationale, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Fédération internationale pour l'économie familiale (FIEF), Fédération internationale Terre des Hommes, Fédération luthérienne mondiale, Fédération mondiale des femmes méthodistes, Fédération mondiale pour la santé mentale, Femmes de l'Internationale socialiste, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, Union mondiale des femmes rurales et Union mondiale des organisations féminines catholiques (organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, catégorie II); et Conseil international des infirmières (organisation non gouvernementale inscrite sur la liste)

* E/CN.6/1994/1.

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 29 et 30 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social en date du 23 mai 1968.

* * *

Étant préoccupées par l'état nutritionnel des femmes et des hommes en général et plus particulièrement des personnes qui vivent en milieu urbain, les organisations non gouvernementales énumérées plus haut accueillent avec satisfaction le rapport du Secrétaire général intitulé "Développement : les femmes en milieu urbain : facteurs liés à la population, à la nutrition et à la santé qui ont une incidence sur le rôle des femmes dans le développement, y compris la migration, la consommation de drogues et le syndrome d'immunodéficience acquise" (E/CN.6/1994/3).

1. L'urbanisation est un phénomène socio-économique majeur. D'ici à l'an 2000, 50 % des femmes résideront en milieu urbain, principalement dans les régions en développement. L'urbanisation entraîne des changements physiques, sociaux et économiques qui peuvent aggraver la pauvreté, exposant par là même ces femmes à des risques plus élevés que celles vivant en milieu rural, dans les domaines de la santé et de la nutrition.
2. La pauvreté touche proportionnellement davantage les femmes dans le monde et du fait de discriminations fondées sur le sexe, les femmes pauvres souffrent aussi davantage de la faim et de la malnutrition. À l'échelle mondiale, et malgré les nombreux efforts déployés, l'état nutritionnel des femmes et des fillettes en milieu urbain, notamment parmi les populations pauvres, se dégrade. Le moment est venu d'inverser cette tendance.
3. La pauvreté est la principale cause des carences nutritionnelles mais il y a d'autres facteurs qui viennent s'y ajouter : le manque d'éducation et l'insuffisance des soins de santé, les politiques agricoles et économiques discriminatoires ou encore l'instabilité politique. Dès lors, il convient de souligner l'importance de la Déclaration mondiale et du Plan d'action sur la nutrition adoptés en 1992 par la Conférence internationale sur la nutrition, et dans lesquels on a souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition.
4. À l'échelle mondiale, un tiers de l'ensemble des ménages sont dirigés par des femmes célibataires et le pourcentage est encore plus élevé en milieu urbain. Les femmes sont souvent obligées de travailler pour assurer la survie de la famille. Une réduction de leurs revenus a automatiquement des effets négatifs sur la qualité de la nourriture et les soins de santé qu'elles dispensent à leur famille, augmentant ainsi les risques de malnutrition et d'infection.
5. La contribution immense apportée par les femmes à l'économie en milieu rural doit être appréciée à sa juste valeur et leurs ressources doivent être renforcées et améliorées. Les responsables de l'aménagement urbain devraient améliorer la condition des femmes rurales, en leur donnant des pouvoirs plus étendus quant à l'utilisation des ressources, afin de prévenir ou de freiner la migration vers les villes.

/...

6. Le programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, met en lumière le rôle déterminant que jouent les femmes dans le développement durable. En tant que principaux utilisateurs des ressources domestiques en énergie et en eau, elles peuvent contribuer grandement à une gestion plus sûre des technologies en milieu urbain, qui respecte l'environnement. Le remplacement des combustibles polluants par d'autres combustibles et l'amélioration des réseaux de distribution d'eau peuvent aider à atténuer la pauvreté dans les zones urbaines.

7. Les municipalités ont souvent des difficultés à assurer les services urbains essentiels. Le rôle joué par les organisations non gouvernementales, les collectivités, les groupes d'action et plus particulièrement les femmes dans l'organisation et la fourniture de ces services devrait être reconnu et encouragé. L'action des femmes en faveur d'une amélioration de l'environnement urbain devrait être appuyée parallèlement par les autorités.

8. Les organismes des Nations Unies devraient faire tout leur possible pour affecter des ressources humaines et financières aux activités concernant la participation des femmes au développement dans tous les programmes et pour établir une coordination interorganisations de manière à éviter les doubles emplois et à accroître l'efficacité.

9. En conséquence, nous engageons tous les États Membres, dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer la situation des femmes dans les zones urbaines pauvres, à :

a) Promouvoir une approche globale et intégrée du développement urbain, en associant pleinement les femmes et les hommes à ce processus;

b) Inclure l'élimination de la pauvreté et, partant, de la malnutrition, dans les priorités nationales;

c) Adopter des politiques visant à :

i) Inverser ou ralentir la migration des campagnes vers les villes;

ii) Garantir aux femmes le droit à l'exploitation foncière et à la propriété et l'accès au crédit pour les femmes rurales;

d) Redéployer les ressources afin d'établir et d'appliquer, en collaboration avec les femmes et les organisations non gouvernementales locales, les plans d'action nationaux prévus par la Conférence internationale sur la nutrition, de réaliser les objectifs du Sommet mondial pour les enfants et de mettre en oeuvre les Stratégies prospectives d'action de Nairobi;

e) Garantir pour les femmes, à tous les âges de la vie, l'accès aux soins de santé et à une bonne alimentation en tant que droit fondamental de la personne humaine;

f) Appuyer des travaux de recherche sur la nutrition qui tiennent compte des spécificités de chaque sexe, concernant en particulier les adolescents et les personnes âgées, et identifier les effets des tabous en matière de nutrition et de la discrimination fondée sur le sexe;

/...

g) Veiller à ce que l'économie familiale et la nutrition soient incorporées dans tous les programmes d'études et de formation professionnelle des établissements scolaires urbains et ruraux, dans les activités des centres de santé et dans les projets communautaires;

h) Renforcer les mécanismes nationaux existants pour la promotion des femmes et aider à mettre en place des mécanismes de coordination analogues dans les pays qui n'en possèdent pas à l'heure actuelle.
